

## Lancement officiel des activités du projet Gouvernance, Paix et Stabilité de la Commission de l'océan Indien

**Madagascar, 22 septembre 2022 – La Commission de l'océan Indien (COI) a lancé les premières activités du projet Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie (GPS). Ce projet, financé par l'Agence française de développement, vise le renforcement des institutions démocratiques, la consolidation de l'état de droit et la dynamisation de la participation citoyenne en faveur de la paix au sein des États membres de la COI.**

La cérémonie de lancement officiel du projet à Antananarivo le 22 septembre a été l'occasion de présenter les premières activités qui démarrent. Ces activités se caractérisent par leur diversité tant dans le contenu que dans les publics visés. En effet, les premières actions du projet GPS ciblent les parlementaires, les institutions démocratiques, les organismes de gestion des élections (OGE) et de la société civile ou encore les professionnels de médias et les citoyens.

Concrètement, le projet GPS déroulera sur les prochaines semaines les activités suivantes :

- Un atelier d'échanges sur les stratégies de communication et de sensibilisation des OGE dont la Commission électorale nationale indépendante de Madagascar ;
- La formation des professionnels de médias malagasy à la couverture de processus électoraux et de médias seychellois à la couverture parlementaire et des institutions démocratiques ;
- La création d'un réseau régional des Organes de gestion des élections ;
- Un séminaire régional de réflexion sur la paix et la prévention des crises ;
- Un séminaire régional pour la redynamisation de l'Association des Parlementaires des États membres de la COI.

Le démarrage des activités renforce l'engagement de la COI à porter la voix des États membres pour construire un authentique espace de paix et de faire de l'Indianocéanie un espace résilient.

*« Ce premier projet dans l'histoire de la COI en faveur de la Gouvernance, de la paix et de la stabilité est ambitieux et doit répondre à l'aspiration commune d'un vivre-ensemble harmonieux et d'une paix durable »,* résume ainsi le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou. Et de détailler : *« La COI et ses États membres pourront, à travers le projet GPS, aller au-delà d'actions Adhoc en prévision d'échéances électorales ou en réponse à des turbulences. Il permettra d'élaborer des mécanismes de prévention et de médiation ; de renforcer les capacités institutionnelles et fonctionnelles de la COI, des institutions nationales dont les organismes de gestion des élections et des acteurs non-étatiques comme les médias ; de mieux impliquer les populations dans la vie publique, notamment les femmes et les jeunes ; ou encore de redonner du souffle à la diplomatie parlementaire à travers l'Association des parlementaires des pays membres de la COI car les élus de nos pays ont une légitimité démocratique incontestable pour promouvoir la paix, contribuer au renforcement de la gouvernance, entreprendre des médiations et aussi participer aux actions de la COI pour la résilience et le développement de la région. »*

Cette première année de mise en œuvre du projet GPS pose les jalons pour le développement des activités et la mobilisation des bénéficiaires et partenaires pour les prochaines années.

\*\*\*\*\*

### Contact presse

johanna.a@coi-ioc.org

communication@coi-ioc.org

www.commissionoceanindien.org



## **A propos du projet Gouvernance, Paix et Stabilité en Indianocéanie**

Premier projet de la COI autour des questions de gouvernance et de coopération diplomatique, le projet GPS de la COI ambitionne de répondre aux besoins en matière de prévention des crises et de promotion de la paix et de la stabilité dans la région à travers quatre composantes :

- La prévention et médiation des crises ;
- L'amélioration des processus électoraux ;
- Le renforcement des institutions démocratiques ;
- La consolidation du rôle de la COI dans la promotion de la paix et de la stabilité.

Le projet GPS est financé par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 8 millions d'euros. La durée de mise en œuvre du projet est de 54 mois.

### **Contact presse**

[johanna.a@coi-ioc.org](mailto:johanna.a@coi-ioc.org)

[communication@coi-ioc.org](mailto:communication@coi-ioc.org)

[www.commissionoceanindien.org](http://www.commissionoceanindien.org)

